

Syndicat National des Agents de Douanes - CGT



**REVUE
de
PRESSE**

N°3

SNAD-CGT : 263, rue de Paris - Case 452 - 93514 MONTREUIL CEDEX
Téléphone : 01 48 18 82 08 - Télécopie : 01 48 59 75 63 - MEL : douanes@cgt.fr

Quimper. La peur et la colère des douaniers



Mardi, l'intersyndicale a symboliquement mis en vente la brigade des douanes de Cornouaille, à Quimper (Finistère).

L'intersyndicale s'inquiète pour ses emplois et son avenir.

L'intersyndicale des douaniers cornouaillais a symboliquement apposé des panneaux «Administration à vendre», hier mardi, sur les fenêtres de la brigade de Quimper, boulevard de Bretagne. Elle a ainsi répondu au mot d'ordre national de mécontentement des douaniers, inquiets pour leur avenir.

L'intersyndicale des douaniers s'émeut du projet stratégique 2014-2018 de la direction. «Ce projet prévoit de supprimer 500 emplois par an pendant quatre ans.



Ça représente 2 000 emplois, sur 16 000 ! Et ça veut dire que des bureaux seront fermés, que des missions seront abandonnées.»

«En moins de vingt ans, la douane a fermé une quinzaine de brigades dans le Finistère», rappelle l'intersyndicale. Celle de Quimper compte aujourd'hui près de huit postes équivalents temps plein, contre 15 en 2008. «Pour l'instant, notre survie, on la doit à l'appui de nos élus», soufflent les syndicalistes.

A Caen, les douaniers en colère

Publié le 21-01-2014 à 19:05:24 par F.B

Des douaniers en colère ! Des rassemblements avaient lieu un peu partout en France aujourd'hui, mardi 21 janvier, contre le projet stratégique douanier 2014/2018.

Les agents, au nombre de 180 en Basse-Normandie, craignent que les réductions de moyens humains et budgétaires ne pèsent sur le fonctionnement des douanes, et qu'à terme, des emplois ne disparaissent.

Avant même l'entrée en application du projet, le métier a déjà changé selon Michèle Barré, secrétaire régionale CFDT (photo).

"Nous n'en sommes qu'au début du processus", tient à rassurer François Brivet, le directeur régional des douanes. "Le projet stratégique douanier 2014/2018 a pour objectif de donner de la visibilité à la douane. Il vise des principes de simplification, de rationalisation et de dématérialisation".

A ce jour, la Normandie compte trois directions régionales : Caen, Rouen et le Havre. La capitale haute-normande serait pressentie pour accueillir une direction inter régionale



21 Janvier 2014

Une petite centaine de douaniers rassemblés le 21 janvier devant la direction interrégionale, avenue Foch, à Metz. Partout en France, l'intersyndicale des douaniers a sonné la mobilisation contre la baisse des effectifs prévue dans le plan « douane 2018 ». 400 postes en moins par an sur toute la France, ces 4 prochaines années. Par comparaison, la Lorraine compte 420 agents des douanes.

Les douaniers manifestent à Metz contre le plan "douane 2018" qui prévoit 400 suppressions de postes par an pendant 4 ans.

400 postes en moins par an jusqu'en 2018, selon les manifestants, cela représentera 10% des effectifs en moins, sachant qu'ils ont déjà fondu de 20% ces 5 dernières années.

Certes, toutes les administrations sont appelées à faire des sacrifices pour réduire les dépenses de l'Etat, mais les douanes ont déjà donné rétorque Nathalie Richard, délégué CGT à Nancy : «le problème c'est que cela fait des années qu'on rend des emplois. Sous l'ère Sarkozy, il y avait le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux qui part à la retraite. Avec Hollande, on détermine des administrations prioritaires et malheureusement nous ne le sommes pas. Donc ça ne change rien pour nous. Il faudra quand même expliquer aux citoyens comment on peut lutter contre l'évasion fiscale, les contrefaçons et pour la protection des consommateurs en faisant moins de contrôles».

Stop aux sacrifices dans l'administration douanière lance Nathalie Richard, délégué CGT à Nancy.

Les douaniers répètent qu'ils ont de moins en moins de moyens pour faire des contrôles sur la route, 24h sur 24h. En moyenne 3 agents doivent surveiller 80 km de frontière. Une tâche de plus en plus compliquée témoigne Pascal Martin,

délégué CFDT des douanes : « les échanges ont été multipliés par trois ou quatre et en même temps on se rend compte que des contrôles sont supprimés. A titre d'exemple, seulement 1 conteneur sur 1000 est contrôlé ».

Et les premiers pénalisés sont souvent les entrepreneurs français qui eux respectent les normes ajoutent Patricia de la CGT : «on est dans un monde où on prône la concurrence, mais encore faut il qu'elle soit loyale, parce qu'il y a par exemple des millions de briquets chinois qui arrivent, qui n'ont subi aucun contrôles et qui sont dangereux».

«Les douaniers sont rentables !»

Les douaniers mettent donc en avant leur rôle protecteur mais pas que précise Salvatore Lunesi de Force ouvrière. Car les douanes rapportent 15% des recettes de l'Etat, « notre administration est rentable, elle est également considérée comme efficace puisque l'on nous confie d'autres missions, l'écotaxe mais aussi à l'époque la taxe carbone quand elle était d'actualité ». Selon les calculs des syndicats, un douanier rapporte 7 fois plus que ce qu'il coûte à l'Etat.

A Metz, les agents sont également inquiets pour le service "écotaxe" qui emploie 130 agents. Une trentaine d'entre eux sont déjà détachés sur d'autres sites, faute de travail à Metz puisque l'écotaxe est suspendue.



Les douaniers dédiés à l'écotaxe tuent le temps en remplissant d'autres missions et espèrent que cette écotaxe entrera vite en fonction.

ACTU

LES DOUANIERS SONT EN GRÈVE CE MARDI 21 JANVIER

Mardi 21 jan 2014 à 11:01 | Par **Amandine Chauve**

Envoyer à un ami Imprimer Réagir

Tweeter 0

Mots-clés : CGT Douanes Bourgogne, douaniers, manifestation

Mécontents, les douaniers s'élèvent contre le « Projet stratégique douane 2018 », qui pourrait, selon eux, conduire à des suppressions de postes. Ils se sont rassemblés ce mardi 21 janvier à Dijon dès 10 heures rue Nicolas Berthot.



(photo d'illustration – archive)

Ce mardi 21 janvier, l'intersyndicale douanière appelle à une journée de grève des agents des douanes à travers toute la France. En région, les manifestants sont invités à se réunir devant les sièges des directions, afin de protester contre la mise en œuvre du « Projet stratégique douane 2018 », auquel ils imputent notamment la suppression de 1 600 emplois au cours des quatre prochaines années. « La fluidité du commerce ne doit pas se faire au détriment de la sécurité du citoyen ni au détriment des finances de l'Etat », martèle la CGT Douanes Bourgogne.

A Dijon, les douaniers grévistes se sont donnés rendez-vous devant la direction interrégionale des douanes et des droits indirects située au 6 rue Nicolas Berthot, le 21 janvier à 10 heures.

Pour rappel, quelques 630 agents des douanes sont répartis en Bourgogne entre la branche des opérations commerciales, chargée des centres de dédouanement, des services de viticulture ou encore des contributions indirectes, et la branche dite de surveillance, qui regroupe les brigade des douanes opérant en uniforme sur les réseaux routiers, ferroviaires et aéroportuaires. « La conséquence du Projet stratégique pourrait être la disparition de plusieurs services dans nos départements et l'abandon de certains territoires en terme de protection du citoyen, de lutte contre la fraude et de protection des intérêts économiques des entreprises », prévient la CGT.

Ils étaient environ cinquante à s'être rassemblés ce matin.



lejournal
DE SAONE-ET-LOIRE

Ce mardi matin, une quarantaine de douaniers bourguignons se sont réunis devant le siège de la Direction Interrégionale des Douanes et Droits Indirects de Dijon pour protester contre la mise en œuvre du « Projet Stratégique Douane 2018 » (PSD). Ce projet prévoit de moderniser l'action des services ainsi qu'une simplification des procédures, cependant, dans ce processus, près de 1 600 emplois devraient être supprimés d'ici à 2018 sur l'ensemble du territoire.

Les douaniers français en colère descendent dans la rue.

"Nous les douaniers, nous aimons notre métier et nous ne voulons pas le voir disparaître. Nous avons fait beaucoup d'effort depuis une vingtaine d'années, on nous en demande encore, mais cette fois, c'est trop", explique Alain Court. Le porte-parole de l'intersyndicale FO, Solidaires, CGT, Unsa et CFDT fait référence au Projet stratégique douane 2018 (PSD) que l'État français a initié en 2012.

Ce plan prévoit une suppression d'environ 400 postes par an, un véritable "démantèlement" selon Alain Court. "En 2000 nous étions 1000 agents à la direction régionale du Léman, aujourd'hui nous sommes 425 et en 2018 nous serons 200". Et le militant FO de poursuivre : "Notre métier est utile, il rend service à tous, notamment en matière de sécurité et de lutte contre la délinquance. Nous sommes vraiment inquiets pour notre avenir".

Ce mardi 21 janvier, ils étaient donc près de 80 agents,

venus de toute la Haute-Savoie et de l'Ain, au départ du cortège, face au siège de la direction régionale à Annecy. Cortège qui a ensuite déposé une gerbe symbolisant les postes déjà supprimés, avant de se diriger vers la préfecture où une audience des représentants des cinq syndicats était prévue. L'après-midi s'est terminé par un rendez-vous avec le directeur régional. À noter que ce rassemblement est le deuxième en trois mois.

"Nous sommes légitimes sur cette frontière, mais comme d'autres administrations comme la DG par exemple, nous ne sommes pas considérés comme étant prioritaires", se désole encore Alain Court. Selon lui, la direction d'Annecy risque fort de disparaître à la suite du PSD, ou d'être réduite à une équipe d'une quinzaine de personnes soit moins du quart de l'effectif actuel.



Une centaine de douaniers du Léman improvisent un cimetière à Annecy

La pelouse de la Direction Régionale des Douanes d'Annecy avait des allures de cimetière, ce mardi 21 janvier. Une centaine de douaniers du Léman y ont planté des croix pour symboliser "leur lente agonie". Ces agents de l'Etat voient leur nombre fondre depuis plusieurs années.

"On était 1000 il y a 10 ans, on est aujourd'hui 425 et on parle encore de ne pas remplacer les départs en retraite", explique un syndicaliste. Pour manifester leur opposition à cette "cure d'amaigrissement", un quart des douaniers du Léman était dans les rues d'Annecy ce mardi. Symbole fort de leur mobilisation, de petites croix blanches, comme celles des cimetières militaires, plantés dans le jardin des Douanes.

Stratégie Douane 2018. "On voit que ce plan est dicté par le seul impératif budgétaire, incarné par le couple gains de productivité/suppressions d'emploi", relève un manifestant, "on ne cherche plus à garantir la sécurité des citoyens et des consommateurs, mais on voudrait laisser penser qu'ils sont protégés et le seront autant demain avec beaucoup moins d'effectifs et de contrôles."

"Et pourtant, expliquent encore les syndicalistes, les flux ont augmenté de manières exponentielles depuis 15 ans, les trafics illicites et fraudes diverses suivent, de fait, la même tendance". Dans la zone frontalière franco-suisse, ces agents en savent quelque chose.

21 Janvier 2014

Plusieurs syndicats de douaniers ont appelé hier à manifester dans le cadre d'un grand projet de restructuration de leur administration.

Il y a un peu plus d'un an, les douaniers haut-rhinois s'insurgeaient contre le projet de créer une seule région au sein de leur administration en Alsace (qui compte deux directions régionales, à Strasbourg et Mulhouse) et surtout d'implanter cette unique direction dans le Bas-Rhin. Ce premier projet a été abandonné, mais les Douanes ont poursuivi leur restructuration.

« Notre direction générale nous propose à présent un projet global, au niveau national, avec pour nous, la suppression de plus de 400 emplois par an », explique Eric Chaussé, secrétaire régional CFDT. Il faisait partie des douaniers mobilisés hier, devant les locaux de leur direction, rue du Tilleul à Mulhouse. Ils étaient plus d'une cinquantaine, soit 20 % des effectifs haut-rhinois, à dénoncer ce « démantèlement pur et simple » de leur administration qui, pour eux, « est à vendre. C'est une liquidation totale en période de soldes ».

« Moins de contrôles »

Le plan stratégique Douane 2018 propose une réorganisation totale des services et des métiers. Un choix, d'après la

direction nationale, motivé par la dématérialisation croissante des actes et des procédures.

« L'informatique douanière existe depuis les années 70, constate Eric Chaussé. Et derrière chaque déclaration, il faut un contrôle. Là, avec près de 2000 emplois supprimés, cela veut forcément dire qu'il y aura beaucoup moins de contrôles, sachant que le commerce mondial progresse en moyenne de 7 %. On veut donc des entreprises plus compétitives et en même temps effectuer moins de contrôles. » Dans le Haut-Rhin, les manifestants parlent de 50 à 80



agents directement impliqués par ce plan de restructuration, notamment ceux du Service régional des enquêtes des services support et de la recette régionale.

Courant mars, une manifestation de grande ampleur est prévue à Paris et les douaniers haut-rhinois comptent bien s'y rendre en masse. Des bus sont déjà programmés pour effectuer ce déplacement « important pour la survie de nos emplois », concluent les manifestants.

21 Janvier 2014



ACTU • BONS PLANS • ANNONCES

La réduction drastique des effectifs et le transfert de services vers Toulouse auront-ils raison de la présence des Douanes dans le Gers d'ici 2018? Les agents d'Auch, Condom et Eauze, réunis en intersyndicale, ont manifesté leur inquiétude hier.

«Administration à vendre. Direction ayant beaucoup et vaillamment servi.» Cette affiche, apposée sur la grille du service des Douanes, interpellait les automobilistes qui remontaient la rue de Lorraine hier sur le coup de midi. Une action symbolique pour marquer l'inquiétude d'un service public réduit à peau de chagrin dans le département. Les Douanes auront-ils encore des agents en service en 2018 dans le Gers ? L'intersyndicale, qui appelait à une journée d'action ce mardi, craint que non.

Elle redoute les conséquences, en Midi-Pyrénées, du plan

stratégique Douanes (PSD) qui, d'ici 2018, doit se traduire par une réduction drastique des effectifs, donc des fermetures de directions interdépartementales ou de recettes locales. «Au début des années 2000, il y avait 10 recettes locales dans le Gers. Il n'y en a plus que 2, à Auch et Condom et les effectifs ont été divisés par 2 depuis 2007», dénonce Agnès Ragaru, du SNAD-CGT Midi-Pyrénées.

«De référence, je suis passé à incompetent notoire» Philippe Condamin, qui a géré pendant 20 ans les débits de boissons, est amer : «Le 1er janvier 2011, quand ce service a été transféré aux mairies, je suis passé du stade où j'étais une référence à un incompetent notoire. Aujourd'hui, pour attribuer les licences 4, c'est la loi de la jungle qui prévaut. Nous, on gérait ça avec neutralité et impartialité. Nos fichiers ont été restitués aux archives départementales et la mairie ne peut pas s'en servir. Du coup, plus personne ne sait où il en est», regrette Philippe Condamin.

Entre autres compétences, les agents du Gers ont perdu la collecte des céréales et le dédouanement. Pour ses formalités de dédouanement, la société JCB Aéro installée sur l'aéroport d'Auch-Lamothe doit ainsi se rendre à Blagnac alors que des douaniers sont sur place. «Mi-mars, à l'interrégion de Bordeaux qui déclinera le plan national, on peut craindre pour les services des Douanes d'Auch, Foix, Albi, Cahors, Rodez et Tarbes», redoute Agnès Ragaru.

«En 2010 et 2012, on s'était déjà battus pour éviter la fermeture de la division d'Auch, qui gère le Gers, l'Ariège et les Hautes-Pyrénées. On est de moins en moins nombreux pour se faire entendre mais les usagers doivent bien comprendre que ce qui se joue, c'est l'égalité d'accès à un service public de qualité», souligne Béatrice Darriet, secrétaire de la division.

De par sa spécificité, le centre viticulture d'Eauze peut espérer un avenir moins sombre. Mais hier mardi après-midi, les 14 agents qui y contrôlent les eaux-de-vie d'armagnac ont tenu eux aussi à s'associer à cette journée d'action intersyndicale.



Sur les murs du service des Douanes à Angoulême, des affiches « Administration à vendre » ont été collées. Rassemblés ce 22 janvier, à l'appel de l'intersyndicale devant les locaux de la rue de Périgueux, les douaniers angoumoisins ont fait part de leur mécontentement face au Projet Stratégique Douane (PSD) qui, selon les syndicats, entérinerait la suppression de 2 000 postes à l'horizon 2018. Dans une Charente où les effectifs ont fondu comme neige au soleil (une soixantaine de douaniers à Angoulême en 1996, une trentaine aujourd'hui), les agents angoumoisins craignent que leur service ne soit réduit à la portion congrue au profit d'une concentration des effectifs à Poitiers, loin de l'utilisateur charentais.

«Ce sera une perte énorme pour les citoyens et pour un service public de proximité efficace». En Charente, les tâches des douaniers sont diverses : contrôle des marchandises à l'importation ou à l'exportation, lutte contre la fraude fiscale et les contrefaçons. Les douaniers assurent également des missions spécifiques aux territoires viticoles : une soixantaine d'agents d'Angoulême, Cognac, Jonzac et saintes sont spécifiquement affectés à ces missions.

"Seule une infime partie des marchandises qui transitent dans les ports est contrôlée, d'où la nécessité de maintenir des services réactifs au coeur du territoire. Les Douanes collectent 15 % des recettes fiscales françaises. Nous coûtions deux milliards à Bercy, et, en face, nous récupérons 80 milliards".

"Réduire nos effectifs revient, pour l'État à se priver de recettes", argumentent les douaniers.



22 Janvier 2014

22 Janvier 2014

Une manifestation syndicale s'est tenue, hier mardi, devant les locaux de la section Douanes de Basse-Normandie de Caen.

La course aux économies de l'État et les réformes financières qui touchent le secteur public offrent un avenir incertain aux douaniers.

«Nous avons le statut de fonctionnaire, donc la sécurité de l'emploi, mais nous ne savons pas dans quel secteur nous allons être affectés quand nos postes vont disparaître durant les 4 ans à venir», explique Michèle Barré, secrétaire régionale CFDT.

Concernant le travail demandé : «Nous effectuons des missions qui ne sont pas au coeur de notre métier, reprend la secrétaire. On nous demande d'être de plus en plus compétitifs lors de nos interventions dans les entreprises, de les aider à conquérir les marchés. Mais seulement dans les grands groupes puissants, pas dans les PME...»



4 février 2014

À l'appel d'une intersyndicale, une centaine d'agents du grand Ouest ont manifesté, hier, à Nantes. Une mobilisation nationale est annoncée.

On les voit d'habitude sur les routes, dans les aéroports. Hier, ils étaient devant leur direction interrégionale à Nantes, avec banderoles et drapeaux (photo). Les douaniers s'inquiètent pour leur avenir et disent être justement de moins en moins présents sur les routes, dans les ports et les aéroports. « Depuis plusieurs années, on supprime des services. En Mayenne, il ne reste que deux douaniers », dénonce Pascal Viat, CGT, hier aux côtés de la CFDT,

Solidaires et l'Unsa. « À l'aéroport de Nantes, il n'y a plus de bureau permanent mais des contrôles occasionnels. Au port de Saint-Nazaire, moins de 1 % des conteneurs sont contrôlés. » Les syndicats dénoncent les économies et les suppressions de poste. « On en a perdu 300 depuis cinq ans. Et le nouveau plan stratégique 2014-2018, ce sera encore des emplois en moins. » Pour les syndicats, moins de douaniers signifie aussi moins de recettes fiscales pour l'État et « plus de crises sanitaires ». Ils ont prévu une mobilisation nationale le 20 mars.

4 février 2014

Les douaniers manifestaient ce matin place de la Bourse, à Bordeaux, pour protester contre la suppression de services et d'effectifs

Environ 150 personnes des services des Douanes de Bordeaux, Bayonne et Midi-Pyrénées manifestaient ce matin, place de la Bourse, à Bordeaux, pour dénoncer les fermetures des recettes locales de Castillon, Cadillac, de la brigade du Verdon, en Gironde, et de Puy L'Évêque, dans le Lot, ainsi que " les multiples suppressions d'effectifs". Ils exigent le maintien d'une douane de proximité. Venus d'Aquitaine et de Midi Pyrénées, les manifestants ont interrompu une importante réunion interrégionale avant d'entamer un dialogue avec la Direction.



Des douaniers inquiets des baisses d'effectifs dans le cadre d'un vaste plan de modernisation des services des douanes.

Les Douanes comptent 1 millier d'agents en Aquitaine et Midi-Pyrénées...

D'ici 2018, entre les mutations et les départs en retraite, une centaine de postes pourraient disparaître



<http://aquitaine.france3.fr/2014/02/03/les-douaniers-manifestent-bordeaux-408271.html>

Les douaniers normands manifestent contre une baisse constante de moyens

Ce mardi 4 février, les douaniers de Cherbourg, Caen, Dieppe, Rouen, le Havre et Evreux réclament un moratoire des suppressions d'emplois



Le rassemblement a lieu devant le siège de la direction inter-régionale des douanes situé sur le Mont Riboudet à Rouen. Selon les douaniers en grève, les missions régaliennes de l'Etat en terme de lutte contre les grands trafics et protection du consommateur ne sont plus assurées, faute d'effectifs suffisants.

Ils expliquent que sur l'ensemble de la Normandie, ils sont passés sous le seuil symbolique de 1.000 agents. Une vingtaine d'emplois doit à nouveau être supprimée.



La baisse des effectifs est constante et selon les douaniers, ils ne contrôlent aujourd'hui plus que de 1% de la marchandise qui entre sur le territoire. Une délégation doit être reçue à la préfecture ce mardi.

[Voir le reportage de Jean-Luc Drouin et Philippe Drouet avec les interviews de David Delval, douanier à Caen et Manuela Dona, porte-parole de l'intersyndicale des douanes](#)

150 douaniers du Languedoc-Roussillon manifestent à Montpellier

6 février 2014

Cette manifestation en Languedoc-Roussillon préfigure le mouvement national prévu le 20 mars à Paris. Les douaniers dénoncent une suppression d'effectifs. La région perdrait au total une quarantaine de postes d'ici la fin de l'année 2014.

Ils étaient 150 douaniers de toute la région devant la direction interrégionale rue Paul Brousse à Montpellier ce jeudi matin.

Les agents des douanes remettent en cause le projet stratégique 2018. A l'appel de six syndicats, ils manifestaient au moment de la tenue d'un comité technique à Montpellier. Cette réunion décidera de la nouvelle organisation.

[La vidéo...](#)

D'après le SNAD CGT, 23 postes d'agents des douanes ont été supprimés en 2013 en Languedoc-Roussillon, 14 le seront en 2014.

Pour les manifestants, ces réductions d'effectifs ne permettront plus d'assurer les mêmes services : contrôles douaniers, lutte contre les malfaçons mais aussi l'accueil du public.



Douanes. Environ 200 agents de toute la région se sont rassemblés à Montpellier devant la direction interrégionale.

Une intersyndicale unie face aux suppressions d'emplois en série

■ 200 agents des douanes venus de toute la région se sont rassemblés hier devant les locaux de la direction interrégionale de Montpellier. A l'intérieur se déroulait un comité technique paritaire (CTP) reconvoqué, auquel les organisations syndicales ont unanimement refusé de siéger.

Unitaire (CGT CFDT Solidaires, Unsa, USD FO), l'intersyndicale fait front aux niveaux local comme national depuis maintenant deux ans.

En cause, la politique de réduction d'effectifs appliquée dans le cadre de la Modernisation Action Publique (MAP), « qui a pris le relais de la RGPP* », selon François Biaussat (CGT) et qui orchestre sur toute la France la disparition « de 400 emplois par an depuis 5

ans » dans le secteur des douanes, entre autres. Des coupes sombres que le projet stratégique douanier 2014-2018, « projet purement comptable destiné à rendre des emplois », entend perpétuer.

Déjà, « 56 emplois ont disparu en cinq ans » sur l'ensemble de la région, ce qui porte aujourd'hui les effectifs à 616 douaniers, développe François Biaussat.

« Cela fait de notre direction interrégionale la plus petite de France en terme d'effectifs, alors que nous nous situons dans les cinq premières en termes de saisie : entre la frontière avec l'Espagne et le noeud autoroutier de Saint-Jean-de-Védas, nous sommes un carrefour de fraude important », poursuit-il.

L'année qui s'ouvre ne s'annonce pas meilleure, puisqu'aux 23

emplois supprimés en 2013 (qui n'ont été validés par aucun CTP), s'ajoutent 14 autres qui doivent connaître le même sort en 2014.

« Nous réclamons un moratoire sur les suppressions d'emplois. Il faut que nous devenions une administration prioritaire, au même titre que la police », estime le cégétiste.

La contestation s'est structurée autour « d'un contre-projet » élaboré à l'issue des états généraux de la douane, qui se sont déroulés en septembre à Paris. Le 20 mars, une nouvelle action est prévue dans la capitale, à laquelle participeront les représentants syndicaux régionaux.

► * Révision générale des politiques publiques.



A.G. Rassemblement à l'appel d'une intersyn

la Marseillaise

Hérault du jour

6 février 2014

Entre 200 et 400 douaniers manifestent à Lille contre les suppressions de postes

Entre 200 et 400 douaniers, selon la préfecture et les syndicats, ont manifesté jeudi à Lille à l'appel d'une intersyndicale contre les suppressions de postes dans leur administration, qui mettent selon eux "les citoyens en danger".

"On demande le maintien des douaniers dans leurs postes", a expliqué à l'AFP Danielle, agent des douanes à Dunkerque (Nord) depuis 40 ans, qui craint "pour la sécurité des citoyens", parce que "moins d'agents, c'est moins de contrôles".

Elle a notamment cité l'exemple des contrôles sur la dangerosité des jouets.

"Depuis cinq ans, on supprime 400 postes de douaniers par an en France, soit plus d'un douanier par jour", a dénoncé David-Olivier Caron, secrétaire général adjoint CFDT douanes.



"En 1998, lorsque j'ai débuté, il y avait 22.500 douaniers. Aujourd'hui, c'est 16.500", a-t-il ajouté.

Il craint que le nombre de douaniers dans l'Hexagone ne chute à 12.000 d'ici 2018, si l'administration met en place tout ce qu'elle a prévu dans son plan stratégique.

Il estime que sans les douanes, qui remplissent des missions fiscale, économique et de protection, "certaines entreprises seraient en danger" et a appelé les autorités à "avoir le courage politique de dire ce qu'on choisit de ne plus faire".

"La DGCCRF (répression des fraudes ndr) a été liquidée, ou on en prend le chemin", a estimé pour sa part Laurent Menard, délégué interrégional CGT.

Il a dénoncé la suppression des structures régionales au service des PME, au profit des entreprises du CAC 40, ainsi qu'une réduction des budgets de fonctionnement.

Pour Philippe Michel, secrétaire interrégional FO, ces réductions de postes sont dommageables, alors que la fraude touche notamment les "buralistes en difficulté".

Une délégation a été reçue par la préfecture du Nord.

Jets d'œufs sur la façade de la direction régionale des douanes à Lille, forte mobilisation, propos particulièrement virulents... Ce jeudi matin, depuis 10 h, près de 400 agents des douanes sont particulièrement remontés contre leur direction. Ils en voulaient au moins autant à leur ministère de tutelle, celui du Budget. Avant de marcher jusqu'à la préfecture, les fonctionnaires ont rappelé les raisons de leur colère.

« En 1998, nous étions 22 000 en France, souligne David Olivier Caron, de la CFDT. Aujourd'hui, il y a 16 500 douaniers. »

« Depuis cinq ans, nous perdons un douanier par jour, renchérit Laurent Ménard, de la CGT. L'objectif des pouvoirs publics est de parvenir à 12 000 en 2018. » Regroupant également la CFTC, l'USD-FO, Solidaires et l'UNSA, l'intersyndicale des douanes assure tirer la sonnette d'alarme depuis des mois. Aux yeux de ses représentants, le plan stratégique des douanes mis en avant par les pouvoirs publics ne constitue qu'un « vulgaire prétexte pour réduire les effectifs ».

L'exaspération est particulièrement palpable parmi les manifestants. Les barquettes d'œufs mis à la disposition des fonctionnaires trouvent facilement preneurs. Les coquilles éclatent les unes après les autres sur la façade du siège du Vieux-Lille, rue de Courtrai. « Nous risquons de basculer d'une mission de protection, à une mission de gestion, met en garde Patrice Decanter, de l'Union syndicale des Douanes (USD)-FO. Quand les contrôles baissent, on ouvre la porte aux fraudes. »

Les syndicats dénoncent également une réorganisation qui profitera essentiellement aux grands groupes économiques, notamment avec la création de bureaux Grands comptes. « Nous représentons un véritable soutien aux PME/PMI, rappelle David Olivier Caron. Face aux concurrents étrangers, mais aussi dans l'application des procédures, les douanes les conseillent. Avec les pertes d'effectifs, elles seront fragilisées. »

Les syndicats étaient particulièrement durs envers leur direction générale. « Mardi soir, 36 heures avant notre assemblée générale et sous prétexte qu'elle serait suivie d'une manifestation, la direction générale a refusé l'AG demandée par 400 personnes, s'empare David Olivier Caron, de la CFDT. C'est du jamais vu, notamment sous un gouvernement socialiste. C'est inadmissible. La direction générale paiera. » « Il s'agit d'une déclaration de guerre de la direction générale », appuie Laurent Ménard, de la CGT. « La direction générale a coupé le dialogue social », conclut Patrice Decanter, de l'USD-FO.

LA VOIX DU NORD

6 février 2014

À l'appel d'une intersyndicale, une centaine d'agents du grand Ouest ont manifesté, hier, à Nantes. Une mobilisation nationale est annoncée.

On les voit d'habitude sur les routes, dans les aéroports. Hier, ils étaient devant leur direction interrégionale à Nantes, avec banderoles et drapeaux (photo). Les douaniers s'inquiètent pour leur avenir et disent être justement de moins en moins présents sur les routes, dans les ports et les aéroports. « Depuis plusieurs années, on supprime des services. En Mayenne, il ne reste que deux douaniers », dénonce Pascal Viat, CGT, hier aux côtés de la CFDT, Solidaires et l'Unsa. « À l'aéroport de Nantes, il n'y a plus de bureau permanent mais des contrôles occasionnels. Au port de Saint-Nazaire, moins de 1 % des conteneurs sont contrôlés. »

Les syndicats dénoncent les économies et les suppressions de poste. « On en a perdu 300 depuis cinq ans. Et le nouveau plan stratégique 2014-2018, ce sera encore des emplois en moins. » Pour les syndicats, moins de douaniers signifie aussi moins de recettes fiscales pour l'État et « plus de crises sanitaires ». Ils ont prévu une mobilisation nationale le 20 mars



LE PROGRÈS

www.leprogres.fr

RHÔNE

Les douaniers vont occuper les locaux du siège de la direction

À l'appel de l'intersyndicale Solidaires douanes, CGT, CFDT et UNSA, les douaniers de la région Rhône Alpes Auvergne vont occuper leur Comité technique sur l'emploi qui se tient ce jeudi au siège de la Direction, rue Charles-Bienner à Lyon. Une délégation sera reçue par préfet délégué à la sécurité à 11 h 30. Depuis plusieurs mois, les douaniers sont en conflit avec leur administration centrale chargée, selon eux, de « programmer le démantèlement de la Douane ». Mobilisés le 21 novembre dernier, ils ont rejeté le Projet

Stratégique Douanier et dénoncent des suppressions de poste. « Le PSD 2018 élaboré par la direction générale seule [...], sans aucune concertation avec les représentants des personnels, [...] s'attaque en tout premier aux différents corps de contrôle, indique un communiqué. La Douane est sacrifiée sur l'autel de l'austérité budgétaire, et de la politique libérale conduite par le gouvernement. L'Union européenne devient ainsi le seul territoire économique à ne pas protéger sa propre économie et ses consommateurs ».

RHO



Il n'y a pas que les éléphants : les douaniers aussi sont en voie de disparition

Un événement historique se déroule au pied de la tour Eiffel. Militants, associations, douaniers... Ils ont répondu à l'invitation de Nicolas Hulot et de Philippe Martin, ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie. Tous sont venus assister au concassage public des stocks d'ivoire illicite saisis par les douanes françaises durant vingt ans. Des stocks d'une grande ampleur. Trois tonnes d'ivoire, 15 000 pièces en tout sont détruites par une immense broyeuse.



Cette action s'inscrit dans le cadre de l'entrée en vigueur du moratoire sur le commerce de l'ivoire. Après la Chine et les Etats-Unis quelques mois plus tôt, la France est le premier pays de l'Union européenne à accomplir un geste fort pour la lutte contre le trafic de l'ivoire et le respect de la faune. Les médias sont présents. Nombreux. Le coup médiatique est réussi. Mais derrière le coup de com', se cache une autre réalité.

« Dans les faits, il ne se passe rien »

« Quels moyens pour lutter contre les trafics ? » Telle est la question posée par le SNAD CGT, sur une



grande bannière. Des syndicats des douanes ont saisi l'occasion pour manifester leur mécontentement face à la réduction croissante de leur effectif. Un plan de restructuration des douanes, en marche depuis 1993, engendre la suppression annuelle de 400 emplois. Une situation paradoxale, alors qu'on veut renforcer le contrôle du trafic illégal. Vincent Thomazo :

« Ils empruntent un double langage. C'est surtout un effet d'annonce pour la presse, mais dans les faits, il ne se passe rien. »

Les divers représentants des syndicats déplorent l'absence de leur ministre de tutelle et de la haute hiérarchie douanière. Mais surtout, ils s'inquiètent pour l'avenir de leur administration.

Le 20 mars, ils manifesteront à nouveau, à Paris.

Rue89

Tous à Bercy le 20 mars 2014...

Douanes : quels effectifs ?

Au moment où de plus en plus d'efforts sont demandés contre le marché parallèle du tabac ... Entre 200 et 400 douaniers (de l'estimation préfectorale à la revendication syndicale) ont manifesté, jeudi 6 février à Lille, contre les suppressions de postes dans leur administration.

Le mouvement, lancé à l'appel d'une intersyndicale, ne mâche pas ses mots. « Depuis cinq ans, on supprime 400 postes de douaniers par an en France, soit plus d'un douanier par jour », a dénoncé le secrétaire général adjoint CFDT douanes, David-Olivier Caron. En 1998, lorsque il a débuté, il y avait 22 500 douaniers. Aujourd'hui, c'est 16 500 et il craint que le nombre de douaniers dans l'Hexagone ne chute à 12.000 d'ici 2018, « si l'administration met en place tout ce qu'elle a prévu dans son plan stratégique ».

Il estime que sans les douanes, qui remplissent des missions fiscale, économique et de protection, « certaines entreprises seraient en danger » et a appelé les autorités à « avoir le courage politique de dire ce qu'on choisit de ne plus faire ». Là est la question



7 février 2014

Marseille : les douaniers garde-côtes en grève

16 février 2014

Le drapeau rouge de la CGT, orange de la CFDT et plus discret de l'Unsa est hissé sur le "Lissero". Les douaniers garde-côtes marseillais ont lancé hier un mouvement de grève sur leur vedette de 28 mètres ancré au quai du Port, près de celles des Affaires maritimes et de la gendarmerie. "Dorénavant, nous n'effectuerons plus les sorties en mer, sauf réquisition pour une urgence", résume un délégué syndical.


Ce mouvement de révolte est consécutif à la réorganisation générale des moyens maritimes des Douanes en Méditerranée. "Au détriment de nos missions et de la sécurité de notre façade maritime, affirme un douanier. On grignote nos effectifs - nous risquons de passer de 24 affectés à l'utilisation de la vedette à 17 ou 14. Et les moyens sont répartis en dépit du bon sens."



Alors que les visiteurs qui se rendent au Mucem s'étonnent de ce déploiement de drapeaux, les grévistes résument le coeur de leur conflit. "L'administration veut retirer cette vedette dont les moteurs sont neufs de Marseille pour l'affecter en Corse où la base maritime de Porto-Vecchio va être fermée, la douane ne conservant que Bastia et Ajaccio. On veut acheter avec le "Lissero" la paix sociale sur l'île et nous doter d'un bâtiment en fin de vie actuellement basé à Hyères."

Plus généralement, les moyens des douaniers, résume un syndicaliste, vont être concentrés dans un patrouilleur de haute mer de 56 mètres financés aux trois quarts par l'agence européenne "Frontex", pour lutter contre l'immigration clandestine en haute mer.

"Il suffisait d'aider les Espagnols et les Italiens qui ont déjà les bateaux adéquats et restent à quai. Au lieu de cela, on va désorganiser toutes nos missions traditionnelles de police économique, de lutte contre le trafic de drogue et la pollution et de police de la pêche."



Le 21 novembre 2013

**VOTRE AVENIR
a commencé ici...**

**Pour que vive
une DOUANE
d'utilité économique,
sociale et
environnementale**